DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU TRAVAIL ET DE LA
PREVOYANCE SOCIALE

DIRECTION GÉNÉRALE DES MINES

Arrêté royal du 29 décembre 1926 réglementant
l'exercice de la profession de géomètre des mines.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 1825 portant que personne ne pourra exercer la profession d'arpenteur sans avoir été, au préalable, examiné, à cet effet, par une commission dont les membres sont désignés par le gouvernement provincial ;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1921 apportant des modifications à l'arrêté susdit du 31 juillet 1825 ;

Revu l'arrêté royal du 27 août 1925 prescrivant que nul ne peut porter le titre de géomètre des mines s'il n'a subi avec succès un examen déterminé par cet arrêté ;

Considérant que ce dernier arrêté a été pris parce que, dans le but d'éviter autant que possible des erreurs pouvant constituer une cause de danger, il a été jugé nécessaire d'exiger des garanties spéciales de capacité des agents appelés à effectuer des opérations topographiques dans les travaux souterrains des mines ;

Considérant que si cet arrêté doit être maintenu dans ses dispositions principales il a été cependant reconnu opportun ou nécessaire d'y apporter certaines modifications et de prévoir notamment que les candidats non porteurs du diplôme de

géomètre-arpenteur pourront être admis à l'examen de géomètre des mines;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier. — Nul ne peut porter le titre de géomètre des mines s'il n'a subi avec succès l'examen déterminé par le présent arrêté.

Art. 2. — Dans les provinces de Hainaut, Namur, Liège et Limbourg, une commission est constituée annuellement par le gouverneur de la province pour procéder aux épreuves préalables à l'obtention du titre de géomètre des mines.

Cette commission, qui siège au chef-lieu de la province, se compose de l'inspecteur général des mines ou, à défaut d'un fonctionnaire de ce rang résidant dans la province, d'un ingénieur en chef-directeur des mines, président, et de deux ingénieurs des mines diplômés par l'une des écoles spéciales de Bruxelles, Gand, Liège, Louvain ou Mons. Toutefois, l'un de ces deux membres peut être un professeur d'un des établissements précités. A cette commission est adjoint un secrétaire désigné également par le gouverneur de la province.

Art. 3. — Pour être admis à l'examen de géomètre des mines, le candidat doit : 1° Être âgé de 18 ans; 2° Produire la preuve qu'il a fait un stage, en qualité de géomètre des mines, dans une ou plusieurs mines, stage dont la durée totale ne pourra être inférieure à dix-huit mois. Chacune des attestations ainsi fournies sera signée par la direction de la mine; elle portera la mention du géomètre ou des géomètres des mines qui ont dirigé le stage, ainsi que la durée de celui-ci.

Art. 4. — Les inscriptions en vue de l'examen seront reçues au chef-lieu des provinces désignées à l'article 2, par le délégué du gouverneur, un mois au moins avant l'ouverture de la session dont la date est annoncée par la voie du *Moniteur Belge*.

Art. 5. — Tout candidat doit, lors de son inscription, remettre au délégué du gouverneur :

1° Un extrait de son acte de naissance;

2° Un certificat de bonne conduite délivré par l'autorité communale de sa résidence;

3° Les attestations visées à l'article 3;

4° Eventuellement, s'il en est porteur, le diplôme de géomètre-arpenteur délivré conformément aux prescriptions de l'arrêté royal du 31 juillet 1825, relatif à l'exercice de la profession d'arpenteur, ou à celles de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1921 modifiant les dispositions concernant l'exercice de ladite profession;

5° La quittance justifiant le paiement du droit d'inscription prévu à l'article 11.

Art. 6. — L'examen de géomètre des mines porte sur les matières suivantes :

1° Les matières prévues par l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1921 relatif à l'exercice de la profession de géomètre-arpenteur, à savoir :

a) La langue française ou la langue flamande, au choix du candidat;

b) L'arithmétique;

c) L'algèbre élémentaire jusqu'à la résolution des équations du second degré et y compris les applications de la théorie des progressions et des logarithmes;

d) La géométrie plane, y compris le tracé des courbes géométriques usuelles et la géométrie à trois dimensions;

e) La trigonométrie rectiligne;

f) Les éléments de la géométrie analytique à deux dimensions réduite à l'usage des coordonnées rectilignes;

g) L'arpentage, le nivellement et les éléments de la topographie;

h) Les éléments du droit en matière de propriété immobilière;

i) Les éléments des constructions du génie civil en matière de drainage et d'irrigation;

j) Le dessin;

2° La cosmographie;

3° Des notions de géologie et d'exploitation des mines;

4° Les éléments de la topographie et ses applications aux travaux souterrains;

5° Les coupes minières.

Les candidats porteurs du diplôme de géomètre-arpenteur et qui en font état ainsi qu'il est prévu au 4° de l'article 5, sont dispensés de l'épreuve sur les matières reprises au 1° du présent article.

Art. 7. — Pour les candidats ne faisant pas valoir qu'ils sont porteurs du diplôme de géomètre-arpenteur, l'examen comprend :

1° Une première épreuve portant sur les matières mentionnées aux littéras *a, b, c, d, e, f*, du 1° de l'article 6 et sur le dessin géométrique;

2° Une seconde épreuve, de caractère technique, qui porte sur les matières visées aux littéras *g, h, i*, du 1°, ainsi qu'aux 2°, 3°, 4° et 5° du même article.

Art. 8. — A l'examen de géomètre des mines sont applicables les dispenses de la première épreuve prévues à l'article 8 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1921 relatif à l'exercice de la profession de géomètre-arpenteur.

Art. 9. — Sont admis à l'épreuve technique, les candidats qui ont obtenu la moitié des points attribués à la première épreuve et le tiers au moins des points dans chacune des branches de cette épreuve.

Préalablement à l'épreuve technique, le candidat fournit à la commission le certificat constatant qu'il a satisfait dans les conditions ci-dessus à la première épreuve.

Art. 10. — Le diplôme de géomètre des mines est délivré aux candidats qui ont obtenu la moitié des points attribués :

a) Pour les candidats porteurs du diplôme de géomètre-arpenteur et qui en font état à l'épreuve sur les matières mentionnées aux 2°, 3°, 4° et 5° de l'article 6;

b) Pour les candidats ne faisant pas valoir qu'ils sont porteurs du diplôme de géomètre-arpenteur à l'épreuve prévue au 2° de l'article 7.

Art. 11. — Le droit d'inscription est de cent vingt-cinq francs pour la première épreuve, deux cent cinquante francs pour l'épreuve technique complète prévue au 2° de l'article 7, et cent soixante francs pour l'épreuve technique partielle, à laquelle sont soumis, en vertu de l'article 6, les candidats justifiant qu'ils sont porteurs du diplôme de géomètre-arpenteur.

Ce paiement est effectué chez un receveur de l'enregistrement et des domaines, qui en délivre quittance aux intéressés.

Les candidats qui n'ont pas réussi l'examen (1^{re} ou 2^e épreuve ou épreuve unique) et qui se représentent au plus tard après deux ans, de même que ceux qui ont été absents sans motifs légitimes, ne paient plus que la moitié du droit d'inscription. Toutefois, cette réduction n'est consentie qu'une seule fois. Après un second échec à la même épreuve, si le candidat se représente, il doit payer l'intégralité du droit.

Seuls les candidats qui ont justifié de motifs légitimes d'absence, admis par la commission sont exempts de ce droit lors d'une inscription ultérieure.

Art. 12. — Le produit des inscriptions est versé dans le Trésor public.

Art. 13. — Il est alloué à titre de vacation, par candidat examiné :

1° Pour la première épreuve, une indemnité de 20 francs au président et de 18 francs à chacun des membres assesseurs;

2° Pour l'épreuve technique complète, une indemnité de 40 francs au président et de 36 francs à chacun des membres assesseurs;

3° Pour l'épreuve technique partielle à laquelle sont soumis les candidats faisant valoir qu'ils sont porteurs du diplôme de géomètre-arpenteur une indemnité de 25 francs au président et de fr. 22.50 à chacun des membres assesseurs.

Par candidat, il est accordé au secrétaire une indemnité de 10 francs pour chacune des épreuves reprises au 1° et 3° ci-dessus et de 16 francs pour l'épreuve mentionnée au 2°.

Eventuellement, les débours réels pour transport par chemin de fer, par chemin de fer vicinal, par bateau ou par tout autre moyen artificiel de locomotion, leur sont remboursés sur la base des tarifs officiels ou notoires, ou, selon le cas, sur déclaration certifiée sincère.

Ces diverses indemnités seront liquidées par le Département de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, au vu d'un mémoire produit et certifié exact par le gouverneur de la province.

Art. 14. — Celui qui désire exercer la profession de géomètre des mines doit réunir les conditions ci-après :

- 1° Posséder la qualité de Belge;
- 2° Etre âgé de 21 ans accomplis;
- 3° Etre porteur du diplôme prévu à l'article 10 ci-dessus.

Ce document doit être présenté par l'intéressé à l'officier du ministère public près le tribunal de première instance établi dans le chef-lieu de sa province ou dans la ville la plus voisine, afin qu'il puisse être assermenté par ce tribunal, ce qui lui donne la faculté d'exercer sa profession dans l'étendue du royaume.

Par mesure transitoire, peut être assermenté en qualité de géomètre des mines, tout Belge, âgé de 21 ans accomplis, exerçant la dite profession, à la condition qu'il justifie, par attestations, de plus de trois années de services en cette qualité, à la date du 1^{er} janvier 1927, dans une même mine ou dans plusieurs mines différentes.

Chacune des attestations ainsi fournies sera signée par la direction de la mine et portera la mention précise de la durée des services.

Art. 15. — Les dispositions qui précèdent entrent en vigueur à partir de l'année 1927.

Art. 16. — Le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale tracera un programme détaillé de l'épreuve, déterminera la manière de procéder à l'examen et arrêtera la formule du certificat prévu à l'article 9 ainsi que du diplôme.

Art. 17. — Les dispositions ci-dessus remplacent celles de l'arrêté royal du 27 août 1925 prérappelé, qui est abrogé.

Art. 18. — Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale et Notre Ministre des Finances sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 décembre 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

J. WAUTERS.

Le Ministre des Finances,

B^{on} M. HOUTART.

Arrêté ministériel du 30 décembre 1926 pris en exécution de l'arrêté royal du 29 décembre 1926, réglementant l'exercice de la profession de géomètre des mines.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU TRAVAIL ET DE
LA PRÉVOYANCE SOCIALE,

Vu l'arrêté du 4 décembre 1921 des Ministres des Sciences et des Arts, des Travaux publics et des Finances, relatif à l'examen à subir pour l'obtention du titre de géomètre-arpenteur;

Vu l'arrêté royal du 29 décembre 1926 relatif à l'exercice de la profession de géomètre des mines;

Revu l'arrêté ministériel du 28 septembre 1925 déterminant le programme de l'examen de géomètre des mines, ainsi que la manière de procéder aux épreuves et arrêtant la formule du diplôme à délivrer aux candidats ayant réussi,

ARRÊTE :

Article premier. — Le programme de l'examen de géomètre de mines prévu à l'art. 6 de l'arrêté royal du 29 décembre 1926, comprend :

1° Les matières détaillées au programme de l'examen de géomètre-arpenteur, faisant l'objet de l'arrêté du 4 décembre 1921, des Ministres des Sciences et des Arts, des Travaux publics et des Finances, ci-dessus rappelé;

2° Les matières détaillées à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 28 septembre 1925 précité.

Art. 2. — L'examen a lieu simultanément pour tous les candidats d'une même province.

Chaque épreuve comprend une partie écrite et une partie orale.

La durée et l'importance des épreuves sont déterminées comme suit :